

# Le Portugal et les États-Unis face aux puissances barbaresques à la fin du XVIII<sup>e</sup> et début du XIX<sup>e</sup> siècle

Jorge Martins Ribeiro\*

p. 21-26

Les relations entre le Portugal et les États-Unis ont commencé avant la révolution et l'indépendance des colonies britanniques de l'Amérique du Nord. En effet les deux pays étaient économiquement interdépendants, les échanges commerciaux de marchandises se faisaient chacun livrait à l'autre les marchandises qu'il ne produisait pas ou ils étaient déficitaires, comme c'était le cas du Portugal pour les céréales. Suite à l'indépendance des anciennes colonies de la Grande-Bretagne, les relations commerciales entre les États-Unis et le Portugal se sont intensifiées, même si l'Angleterre continue comme le principal partenaire des deux pays. Cela explique pourquoi le Congrès, qui était d'accord avec la politique tracée depuis 1776, a tenté la signature d'un traité de commerce avec Lisbonne (Ribeiro, 1997, p. 949, 951).

Toutefois, les navires américains, portugais et d'autres pays de l'Europe, étaient attaqués, en Méditerranée, par les corsaires des puissances nord-africaines. Ces attaques étaient déjà survenues au XVII<sup>e</sup> siècle, en effet les Américains ont rencontré beaucoup de difficultés dans cette partie du monde. Au XVIII<sup>e</sup> siècle ils ont pu développer les affaires dans l'espace méditerranéen, car les relations entre la Grande-Bretagne et les puissances de l'Afrique du Nord s'étaient calmées. Après l'indépendance, la jeune république est restée sans la protection de la marine britannique. Quand le conflit entre les colons américains et la métropole a commencé, ils ont abandonné provisoirement le commerce en Méditerranée et ils ont cherché à obtenir l'aide des autres pays. Toutefois, ces efforts ont été en vain et la promesse de la Grande-Bretagne de protéger la navigation américaine a été exclue des Traités de 1783. Or, l'accord du Lord Sheffield, qui visait protéger les nord-américains des attaques des corsaires barbaresques, ne semblait pas intéresser les grandes puissances maritimes. En effet, tous voulaient exclure les américains du commerce méditerranéen. Le Congrès a alors décidé de répondre formellement aux propositions conciliatoires de l'empereur du Maroc et a signé un traité, en 1787, avec cette puissance. Cependant, aucune paix n'a put être négociée avec les autres régences de l'Afrique du Nord, notamment avec Alger, Tunis et Tripoli (Ribeiro, 1997, p. 325; *idem*, 2001, p. 338; Field Jr., 1991, pp. 29-33).

\* CITCEM – Centro de Investigação Transdisciplinar Cultura, Espaço e Memória, Faculdade de Letras Universidade do Porto.

Il faut encore dire que le Portugal, depuis 1774, était également en paix avec le Maroc et son inquiétude se concentrait sur les corsaires de ces trois puissances. Lisbonne avait participé à deux expéditions punitives contre Alger avec l'Espagne, Naples et l'Ordre de Malte et a tenté de négocier la paix avec les algériens, mais cette tentative a fini par échouer. Par la suite, le gouvernement portugais a envoyé de nouveau une escadre pour patrouiller le détroit de Gibraltar. Alors, et sans l'appui anglais contre la course barbaresque, les États-Unis ont pu compter sur l'aide de cette escadre. Même si cela fut une décision unilatérale de la cour de Lisbonne, cette mesure était en accord avec les aspirations de Thomas Jefferson, qui voulait unir les forces des deux pays pour lutter contre ces corsaires. Cette attitude a été très bien reçue par les autorités nord-américaines et le Congrès a envoyé, en 1787, une lettre de remerciement à la reine du Portugal Marie I<sup>ère</sup> qui a été remise par William Stephens Smith, gendre et secrétaire du président John Adams (Ribeiro, 1997, p. 326).

On peut d'ailleurs constater que, outre les intérêts commerciaux, les relations entre les États-Unis et l'Afrique du Nord ont été l'une des principales raisons pour lesquelles les États-Unis ont voulu resserrer les liens entre les deux pays, notamment avec la signature d'un traité d'amitié et commerce.

Même si ce traité n'a pas pu être signé, car les américains ont requis le libre accès aux ports du Brésil et la création d'un entrepôt dans les îles des Açores, ce qui n'a pas été accepté par la cour de Lisbonne, le gouvernement américain a dû se rendre à la volonté portugaise, c'est à dire d'avoir des représentants diplomatiques hauts placés, à Philadelphie et à Lisbonne, et non de simples chargés d'affaires comme il le souhaitait. Le gouvernement portugais a utilisé un stratagème en désignant un représentant ministre résident pour les États-Unis. Cette décision a obligé le congrès à nommer le colonel David Humphreys, aide de camp et ami de George Washington, ministre résident à Lisbonne. Grâce à son positionnement, la capitale portugaise était un important port de mer mais aussi pour être l'endroit où résidait un diplomate chargé de négocier avec les régences barbaresques et aussi pour entreprendre des relations avec d'autres diplomates et agents auprès des régences nord-africaines (Ribeiro, 1997, p. 319, 633, 709).

En effet, Lisbonne était un poste excellent pour obtenir des informations précises sur ces puissances et sur la meilleure façon d'approcher ses dirigeants, tout en sauvegardant les intérêts des États-Unis. Une partie importante de la correspondance de David Humphreys, de son successeur, William Smith, ainsi que des agents consulaires portait sur ce sujet. Ils se sont notamment préoccupés avec les problèmes des citoyens américains faits prisonniers lors des captures des bateaux et aux négociations dans le but de signer des traités de paix. De même, la politique portugaise envers ces régences était suivie avec attention par ces diplomates, car un possible conflit ou accord pouvait obliger le Portugal à rappeler son escadre qui se trouvait dans le détroit de Gibraltar, ce que serait très préjudiciable aux intérêts des États-Unis. C'est pourquoi, la signature d'un traité de paix entre le Portugal et Alger sous les auspices de l'Angleterre, a préoccupé les États-Unis, car cela aurait signifié que Lisbonne cesserait de donner sa protection au commerce et aux navires américains. Le fait que portugais et algériens ne s'étaient pas mis d'accord, a permis des négociations avec les américains qui ont abouti à la signature d'un traité, en septembre 1795. Mais le délai des fournissements des équipements promis par les États-Unis à Alger a créé des difficultés entre les deux pays. Par ailleurs, les diligences du consul portugais à Tripoli ont même permis la conclusion de la paix entre cette puissance et la jeune république américaine.

Le ministre portugais Cipriano Ribeiro Freire, premier représentant portugais en Amérique du Nord, était d'avis que l'argent nécessaire pour la paix n'était pas un problème pour les Américains, car de cette façon ils ont évité la construction de frégates. Les algériens voulaient des armes et des munitions et le gouvernement des États-Unis était d'accord, c'est pourquoi il a demandé au congrès l'abrogation de la loi qui interdisait l'exportation de ces produits, cette motion a été ratifiée par le congrès.

En même temps Thomas Barclay, le premier américain qui a été consul à l'étranger, a été nommé agent spécial auprès du nouvel empereur du Maroc dans le but d'obtenir la reconnaissance du traité que son antécédent avait signé avec les États-Unis, en 1787. Il faut dire que jusqu'à cette date les négociations pour la libération des prisonniers américains ont été conduites par le consul espagnol. Toutefois, Thomas Barclay n'a jamais été au Maroc, car il est décédé à Lisbonne, en janvier 1793. Après sa mort le colonel Humphreys s'est proposé de diriger les négociations nécessaires pour la libération de ses compatriotes prisonniers en Alger. Cependant, il n'a pas obtenu l'autorisation des algériens pour s'y rendre. Étant donné qu'il était le seul responsable des rapports avec les puissances nord-africaines, il a défendu la création d'une force navale, de façon à pouvoir déclarer guerre aux corsaires et a attiré l'attention de la population américaine pour ce problème. Les corsaires ont continué à être le centre des préoccupations du ministre américain, bien que l'opportunité de la signature d'un traité de paix entre Lisbonne et Alger. Quand il a pris connaissance de cette possibilité il a demandé à être reçu par le ministre des affaires étrangères portugais pour lui demander des informations. Mais le ministre, après lui expliquer que cela dépendait du Ministère de la Marine, il lui a assuré que, lui et son collègue, n'avaient aucune intention de payer pour obtenir la paix. Il était plus avantageux utiliser l'argent pour soutenir une escadre en mer, que de suborner les pirates. Pourtant, les Portugais ont continué à soutenir l'escadre près de Gibraltar, ce qui empêché, l'été de 1793, que les bateaux algériens qui s'étaient approchés de cette possession anglaise, sortir de la Méditerranée. Comme conséquence, quelques embarcations américaines avec des marchandises destinées à des ports méditerranéens ont laissé leurs charges à Malaga et ne se sont pas aventurées plus loin (Ribeiro, 1997, pp. 717-718).

Cependant, le consul Anglais à Alger avait négocié une trêve d'une durée de 12 ans entre cette puissance et le Portugal, sans la connaissance de Lisbonne. Ce fait a énormément préoccupé le gouvernement américain et David Humphreys qui avait entrepris beaucoup de démarches pour découvrir les intentions réelles du gouvernement portugais. D'ailleurs le diplomate ne croyait pas que cette trêve aurait eu lieu et disait même, que ce n'était pas dans l'intérêt du Portugal que les navires algériens pouvaient poursuivre les bateaux américains dans l'Atlantique. En effet, cela aurait conduit à l'interruption du fournissement de céréales qui provenaient de l'Amérique du Nord. L'objectif des Anglais était d'amener les portugais à négliger sa force navale, ainsi elle n'aurait plus d'utilité. De plus, un affiche datée du 10 avril 1794 proclamait que la trêve entre Alger et le Portugal avait cessé et que les deux puissances étaient à nouveau en guerre (Ribeiro, 1997, pp. 717-733; *idem*, 2001, p. 338).

À signaler que Thomas Jefferson était d'opinion que le meilleur comportement envers ces corsaires était de se montrer indifférent aux cruautés commises contre les citoyens américains, afin d'obtenir une libération plus économique. Jusqu'à un certain point, David Humphreys pensait que si les États-Unis voulaient maintenir le commerce

maritime, ils devaient posséder une flotte pour les défendre, ce qui leur aurait permis de garder la neutralité et aurait été plus efficace que des déclarations, concessions ou sacrifices (Ribeiro, 1997, pp. 710-711, 723).

Même quand Humphreys a décidé se détacher des affaires de l'Afrique du Nord, il a conseillé ses supérieurs sur le comportement à suivre lors des négociations avec ces puissances. Il défendait, par exemple, la création d'une loterie pour obtenir l'argent nécessaire pour libérer ses concitoyens emprisonnés à Alger. De plus, il a continué à se préoccuper de la sécurité des navires de son pays en Méditerranée et est même rentré dans son pays, sans autorisation du Secrétaire d'État, pour se rencontrer avec le Président sur ce sujet. Et, quand David Humphreys est retourné en Europe, il avait en sa possession 200 000 dollars destinés à payer les rançons des américains emprisonnés à Alger et pour les offrandes aux fonctionnaires algériens. D'un autre côté, les Américains avaient convenu, avec cette régence, le paiement d'un tribut annuel de 24 000 dollars.

Malheureusement les deux navires qui transportaient les munitions et autres marchandises exigées par Alger, ont été interceptés par des navires de guerre français et amenés aux ports espagnols. En même temps, cette puissance barbaresque a acheté et a commandé des navires aux États-Unis, décision contestée par Cipriano Ribeiro Freire. Ce diplomate a affirmé que, or les américains luttèrent contre les pirates nord-africains, or ils leur fournissaient les moyens nécessaires à leurs activités corsaires, car tout le matériel mis à leur disposition aurait pu être utilisé contre les intérêts des États-Unis. Le diplomate critiquait les américains, en les accusant d'ingratitude, car c'était de cette façon qu'ils récompensaient les preuves d'amitié reçues des pays européens qui les avaient aidés.

À cette époque Humphreys était inquiet d'un possible conflit entre le Portugal et la France, et dans ce cas Lisbonne aurait pu être obligée de retirer sa flotte du détroit de Gibraltar pour protéger son commerce avec le Brésil. De plus, cette escadre était affaiblie et le commandant avait demandé des renforcements. En même temps le diplomate attirait l'attention sur le fait qu'une nouvelle intervention de la Grande-Bretagne pourrait mener à une paix avec Alger, ce qui laisserait une totale liberté aux corsaires pour naviguer dans l'Atlantique. Néanmoins, le Portugal continuait à protéger les bateaux américains et si la paix avec Alger n'était pas possible, Humphreys affirmait qu'on devait finir rapidement les deux frégates de guerre en construction et les envoyer en Méditerranée (Ribeiro, 1997, p. 741) Finalement les États-Unis signèrent un traité avec Alger, en 1795, contre le paiement d'une quantité d'argent et les prisonniers furent libérés. Toutefois, les problèmes entre les deux pays ne furent pas complètement résolus, car les américains n'ont pas accomplis les termes accordés.

Les affaires du Maroc et la guerre civile que s'y déroulait ont aussi été une source de préoccupations pour le colonel Humphreys, qui à fin d'éviter l'engagement de son pays dans ce conflit souhaitait que le gouvernement empêchasse ses compatriotes de faire du commerce avec cette puissance. Finalement l'administration Adams est parvenue à négocier des traités avec les autres régences nord-africaines, avec Tunis, en 1796, et avec Tripoli, en 1797, et à ouvrir la Méditerranée au commerce de son pays (Ribeiro, 1997, p. 757, 759).

Cependant, les problèmes avec ces puissances n'ont pas pris fin et le successeur de Humphreys, William Smith a du continuer cette tâche et s'occuper des rapports entre son pays et les régences de l'Afrique du Nord. Toutefois, en 1798, il eut un changement de régent à Alger et qui a renouvelé le traité avec les États-Unis (Ribeiro, 1997,

p. 834). Mais, vers 1799 la surintendance des affaires nord-africaines est passée de Lisbonne à Madrid, ville qui avait à partir de laquelle les communications étaient plus rapides et où l'argent se trouvait avec plus de facilité. William Smith pensait qu'il était important d'avoir un consul à Gibraltar capable de négocier avec les puissances barbaresques. Il était également favorable à l'envoi de quelques frégates en Méditerranée et tout promettre aux puissances de l'Afrique du Nord, en essayant de payer le moins possible. Cependant, malgré les efforts du ministre plénipotentiaire William Lough-ton Smith et du gouvernement des États-Unis, le 14 mai 1801, Tripoli déclara guerre aux États-Unis et en Septembre 1804 les navires de guerre américains ont bloqué et bombardé son port. La paix a été finalement signée en juin 1805. Cette fois-ci, les américains purent compter sur leurs propres vaisseaux de guerre, car le 1<sup>er</sup> juillet 1801 trois frégates et une corvette arrivaient à Gibraltar.

Il serait intéressant de signaler que les représentants à Lisbonne se sont également occupés des relations entre les États-Unis et l'Afrique du Nord. C'est le cas de Edward Church, premier consul américain à Lisbonne qui, en 1793, affirmait que les algériens pouvaient agir en toute liberté, car les navires de guerre portugais qui étaient dans le détroit de Gibraltar, ne s'y trouvaient plus. En effet, ils ont dû suivre les ordres de leurs «seigneurs» les anglais. Church eut beaucoup d'entrevues sur ce sujet avec les ministres portugais et était d'avis que son pays devait se doter d'une force navale en Méditerranée (Ribeiro, 2001, p. 337).

Comme on le vient de voir, le Portugal eut une place importante dans l'assistance à la navigation américaine en Méditerranée. En effet, après l'indépendance, face à la faute d'appui du Royaume-Uni et des autres puissances européennes qui ne voulaient pas partager le commerce méditerranéen avec la jeune république, Lisbonne, qui maintenait une escadre dans le détroit de Gibraltar, a protégé ses navires. En même temps, la capitale portugaise était un bon emplacement pour servir de résidence à un agent ou diplomate chargé de diriger les négociations avec les puissances barbaresques. C'est pourquoi, contrairement à leur politique de posséder des représentants en Europe, ils ont accepté désigner un ministre plénipotentiaire pour Lisbonne. Même si, sous peu, on va s'apercevoir que Madrid a présenté plus d'avantages.

Les deux premiers ministres américains au Portugal, ainsi que le premier consul à Lisbonne ont été très attentifs à la politique portugaise et européenne envers les puissances nord-africaines et à la façon dont elle pouvait influencer celle de leur pays. Eventuellement et après beaucoup de négociations ils ont été capables de signer la paix avec certaines de ces puissances. Finalement, ils ont admis que la meilleure façon d'ouvrir la Méditerranée aux bateaux de commerce américains était de posséder une force navale permanente dans cette région.

## Références bibliographiques

- Field Jr. James A. (1991), *From Gibraltar to the Middle East. America and the Mediterranean World 1776-1882*, Chicago, Imprint Publications (réimpression).  
 Ribeiro, Jorge Martins (1997), “*Comércio e Diplomacia nas relações luso-americanas (1776-1822)*”, Porto (Thèse de doctorat non publiée, Université de Porto).

Ribeiro, Jorge Martins (2001), *Portugal e a América do Norte nos finais do século XVIII: a acção do Edward Church, primeiro cônsul americano em Lisboa*, in, *Actas do Congresso Internacional de Estudos Anglo-Portugueses*, Lisboa, Centro de Estudos Anglo-Portugueses/Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisboa.